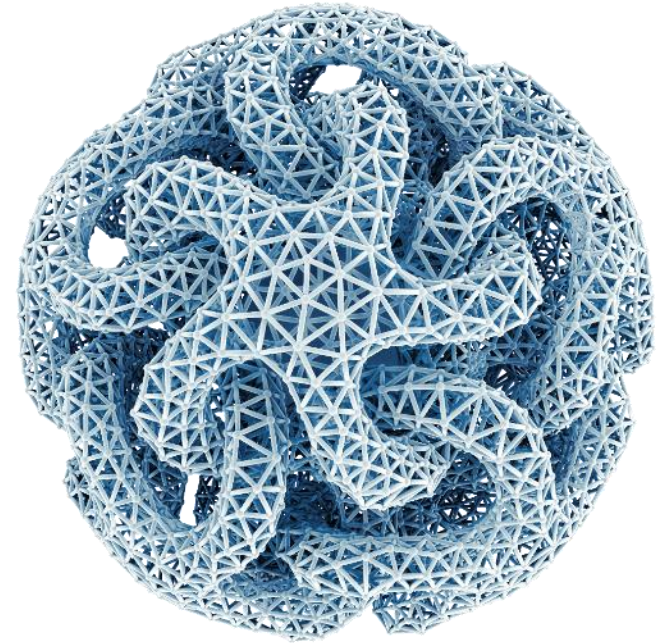


# Perspective sur les priorités économiques et sociales du Maroc post-covid

PRIORITES MOYEN LONG TERME

JUIN 2020



# Agenda

## Contexte et objectifs

---

Grandes tendances structurelles liées à la crise

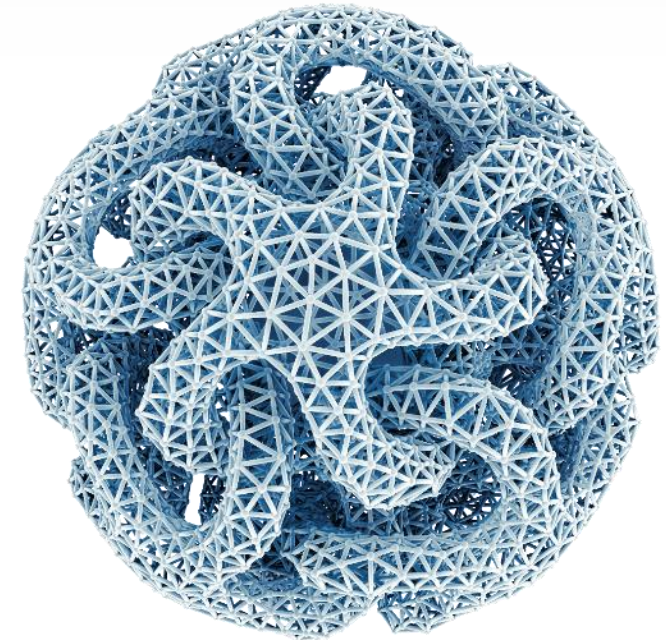
---

Risques et Opportunités pour le Maroc

---

Priorités pour le Maroc à 3-5 ans

---



# Contexte et objectifs

## Contexte



### La pandémie COVID-19 est un défi humanitaire et économique au niveau mondial

- Le COVID-19 a contaminé à fin-mai 2020 près de 6,2 Mn de personnes dans plus de 200 pays, avec un nombre de décès dépassant les 375.000
- La pandémie a perturbé la vie quotidienne de milliards de personnes avec des estimations qui prévoient une récession structurelle massive de l'économie mondiale

### Sur le court terme, une gestion de la crise très efficace au Maroc

- Les mesures de restriction ont été décrétées relativement tôt par rapport à d'autres pays, permettant de contrôler davantage la propagation du virus et de maintenir l'épidémie sous contrôle.
- Des mesures de soutien immédiat à l'économie ont permis d'atténuer le choc initial, en maintenant le pouvoir d'achat des Marocains et en offrant des facilités de trésorerie aux entreprises.

### Au-delà du plan de relance à court terme nécessaire au redémarrage de l'économie<sup>1</sup>, un impératif de définir l'ambition de développement à moyen/long terme

- La crise révèle et accélère des tendances économiques de fond comme celle de la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales, ou encore l'usage du digital
- Elle déclenche également de nouvelles dynamiques, remplaçant les Etats au cœur de l'économie tout en exacerbant leur rôle de provision de biens sociaux (santé, éducation, protection sociale)

## Objectifs



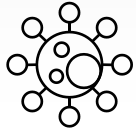
**Anticiper et se préparer aux grands changements de paradigmes que l'après-COVID va cristalliser, afin faire de cette crise une opportunité d'accélération des transformations économiques et sociales du pays**

### 3 objectifs à ce document :

- 1 Identifier les grandes tendances et ruptures, pré et post COVID-19** : Quelles sont-elles? Comment impactent-elles le modèle de croissance mondial?
- 2 Anticiper les risques et opportunités pour le Maroc** : Comment ces tendances impactent-elles les secteurs stratégiques du pays? Quels risques et quelles opportunités pour le modèle marocain actuel?
- 3 Identifier les nouvelles priorités de développement postcovid pour le Maroc** : Quelle vision à 3-5 ans pour le pays? Quel programme de développement au niveau national?

# Un contexte humanitaire, économique et social inédit à l'échelle mondiale

2 JUIN 2020



**6,2**

Millions de cas confirmés COVID-19 dans le monde



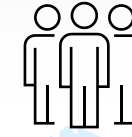
**375k**

Morts du COVID-19 dans le monde



**-6,1%**

Chute du PIB estimée dans l'ensemble des pays développés en 2020



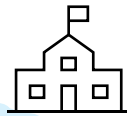
**1,25Mds**

Personnes exposées au chômage dans le monde



**43%**

% de la population mondiale confinée fin mars



**1,5Mds**

Elèves n'allant plus en classe en avril



**-25%**

Emissions de CO2 en Chine en avril



# A court terme, une gestion de la crise très réactive et efficace au Maroc ...

## PRIORITE 1



**Anticipation & gestion de la crise sanitaire**

### Mesures pour contenir le pic de l'épidémie

Mesures préventives (par ex. confinement, fermeture des frontières)

Dépistage, tri et testing des patients

### Préparation de l'écosystème hospitalier

Augmentation de la capacité des infras de prise en charge

Approvisionnement en produits médicaux et non-médicaux

Support au personnel médical et paramédical

## PRIORITE 5

**Le digital, vecteur de lutte contre l'épidémie**

## PRIORITE 2



**Disponibilité et accessibilité des biens de consommation et services de base**

### Sécurisation de l'approvisionnement en produits alimentaires

Identification des risques liés à l'offre et la demande

Mesures pour sécuriser l'approvisionnement

Pilotage des indicateurs d'offre et de demande

### Maintien de l'accès aux services de base

Santé et Education à distance

Télécoms

Eau, Electricité Gaz

Autres

Mise en place d'un site Web informatif

## PRIORITE 3



**Continuité de revenu minimum pour les populations vulnérables**

### Protection des emplois

Mesures pour protéger les emplois formels

Réallocation de ressources et des industries

### Support aux ménages vulnérables

Chiffrage des ménages dans le besoin et de l'impact sur leur pouvoir d'achat

Mesures de solidarité court terme yc. informel

Mécanismes de compensation long terme

Mise en place d'une solution de suivi de contamination (yc. pour le déconfinement)

## PRIORITE 4



**Gestion anticipée de l'impact économique**

### Impact économique

Analyse des scénarios d'impact sur les grands indicateurs macro-économiques (par ex. PIB, emplois, devises)

### Mesures économiques immédiates

Mesures économiques de sauvetage des emplois et des entreprises

### Anticipation du post-crise

Plan de relance court terme dans une logique de redémarrage de l'économie

Déploiement d'une offre de télémedecine



# ... avec des résultats très honorables en terme d'impact

## PRIORITE 1



Anticipation & gestion de la crise sanitaire

### Pic de l'épidémie contenu

**7,859**  
Cas confirmés<sup>1</sup>

**205**  
Décès<sup>1</sup>

### Préparation de l'écosystème hospitalier

**8Mns**  
Masques produits par jour

**2Mds**  
Dirhams pour la mise à niveau des infrastructures et équipements sanitaires

**600**  
Tests rapides par jour

Le digital, vecteur de lutte contre l'épidémie

## PRIORITE 2



Disponibilité et accessibilité des biens de consommation et services de base

### Approvisionnement en produits alimentaires

**0**  
Rupture d'approvisionnement sur les 20 produits prioritaires

**100-120Mns**  
Litres de lait produits par mois

### Accès aux services de base

**1,5Mds**  
Dirhams de don de l'UE pour les secteurs de l'éducation et de la formation

**0**  
Factures d'eau et d'électricité pour les ménages vulnérables

## Sites Web

Actualisés en temps réel sur les cas positifs, guéris et les décès relatifs au COVID

## PRIORITE 3



Continuité de revenu minimum pour les populations vulnérables

### Protection des emplois

**56%**  
Cadres en télétravail

**810 K**  
Employés déclarés à la CNSS en arrêt de travail en avril

### Support aux ménages vulnérables

**4,3 Mns**  
Familles bénéficiant d'aides financières directes

**800-1.200**  
Dirhams/mois distribués aux foyers vulnérables

**4.000**  
Paniers d'aides en faveur du tissu coopératif rural

## Wiqaytna

Application de suivi des contaminations développée en temps record (déploiement le 1<sup>er</sup> Juin)

## PRIORITE 4



Gestion anticipée de l'impact économique

### Impact économique

**3 scenarios** de crise anticipés par le CVE

### Mesures économiques immédiates

**35 Mds**  
Dirhams collectés pour le fond spécial COVID-19

### Anticipation du post-crise

**100%**  
Mesures déjà prises couvertes par le Fond COVID-19

# A moyen-long terme, un impératif pour le Maroc d'anticiper une trajectoire de développement national post-COVID



## 1: Identifier les grandes tendances et ruptures, pré et post COVID-19

Quels sont les grandes tendances renforcées par le COVID-19 et chocs systémiques au niveau mondial?

Comment impactent-ils le modèle de croissance mondial?



## 2: Anticiper les risques et opportunités pour le Maroc

Comment ces tendances impactent-elles les secteurs stratégiques du Maroc?

Quels risques et quelles opportunités pour le modèle marocain actuel?



## 3: Réimaginer l'ambition de développement à moyen terme du Maroc

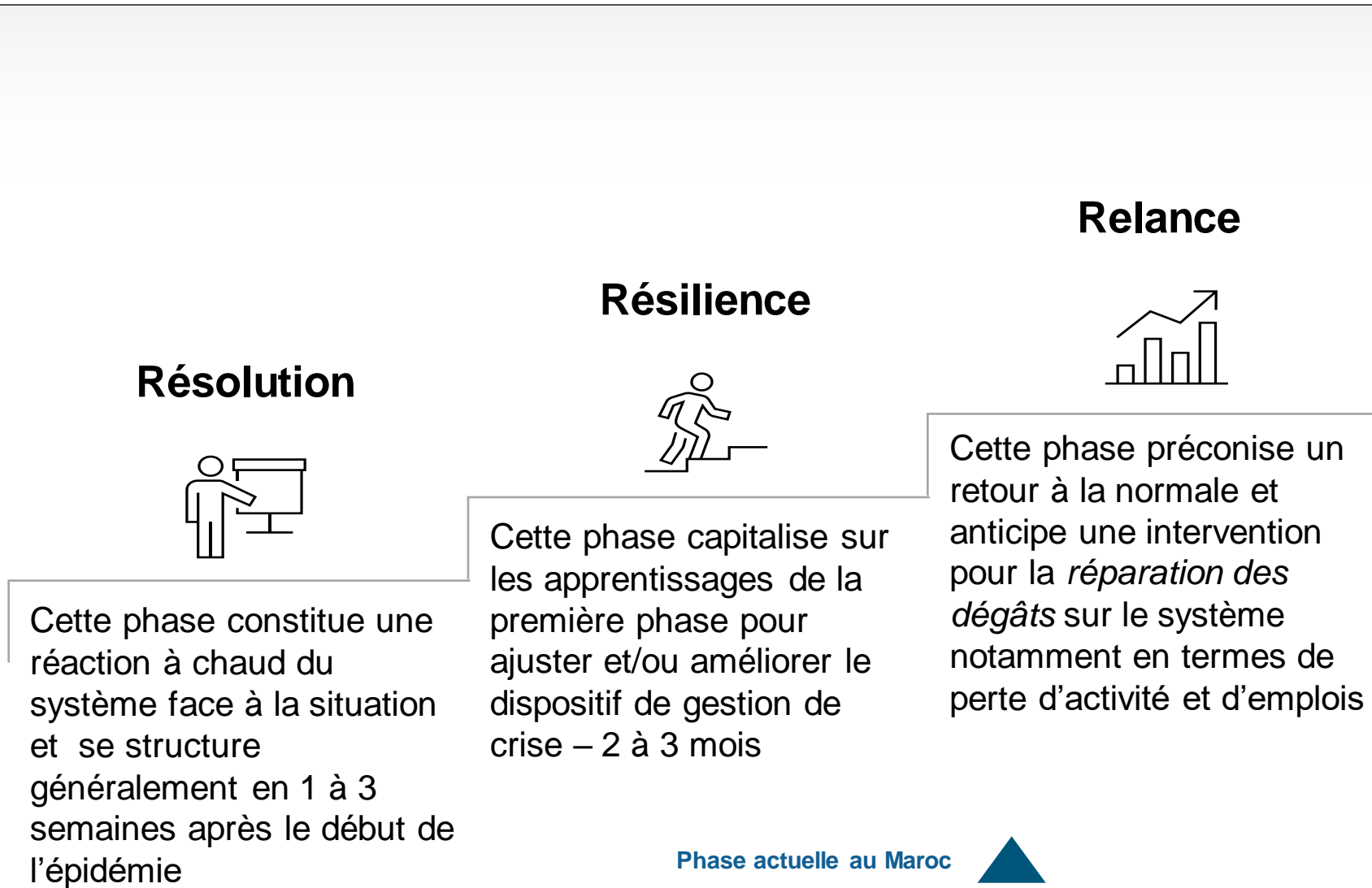
Quelle est la vision économique et social à 3-5 ans pour le pays?

Quels sont les principaux axes stratégiques pour mettre en œuvre cette vision compte tenu des risques et opportunités de la crise actuelle ?

Quel est impact sur la structure du PIB, de l'emploi et des comptes publics ?


Quels sont les grands arbitrages nécessaires à la transition vers ce nouveau modèle?

# Ce document se focalise la phase « Réimagination », au-delà du plan de relance immédiat



*Focus de ce document*

## Réimagination



Cette phase permet de réimaginer la nouvelle norme – implications à long terme de la crise et comment les secteurs socioéconomiques devraient se transformer; elle permet également de repenser les succès des phases précédentes à garder dans le long terme



# Agenda

---

Contexte et objectifs

---

**Grandes tendances structurelles liées à la crise**

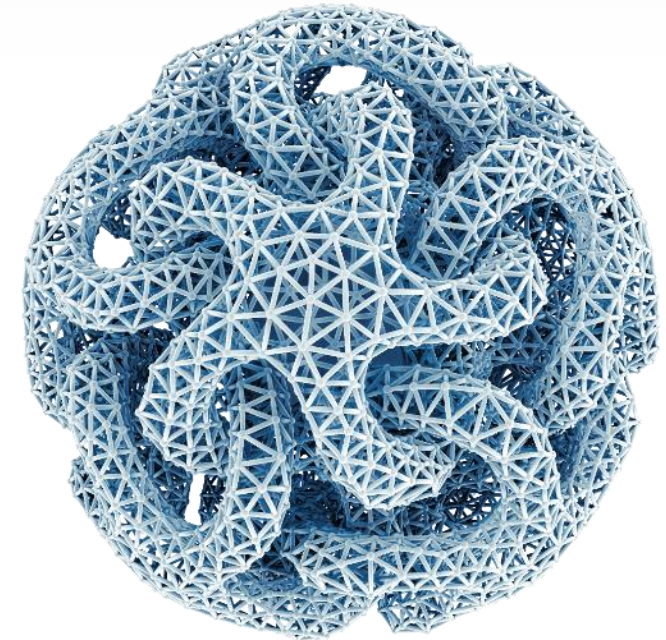
---

Risques et Opportunités pour le Maroc

---

Priorités pour le Maroc à 3 à 5 ans

---



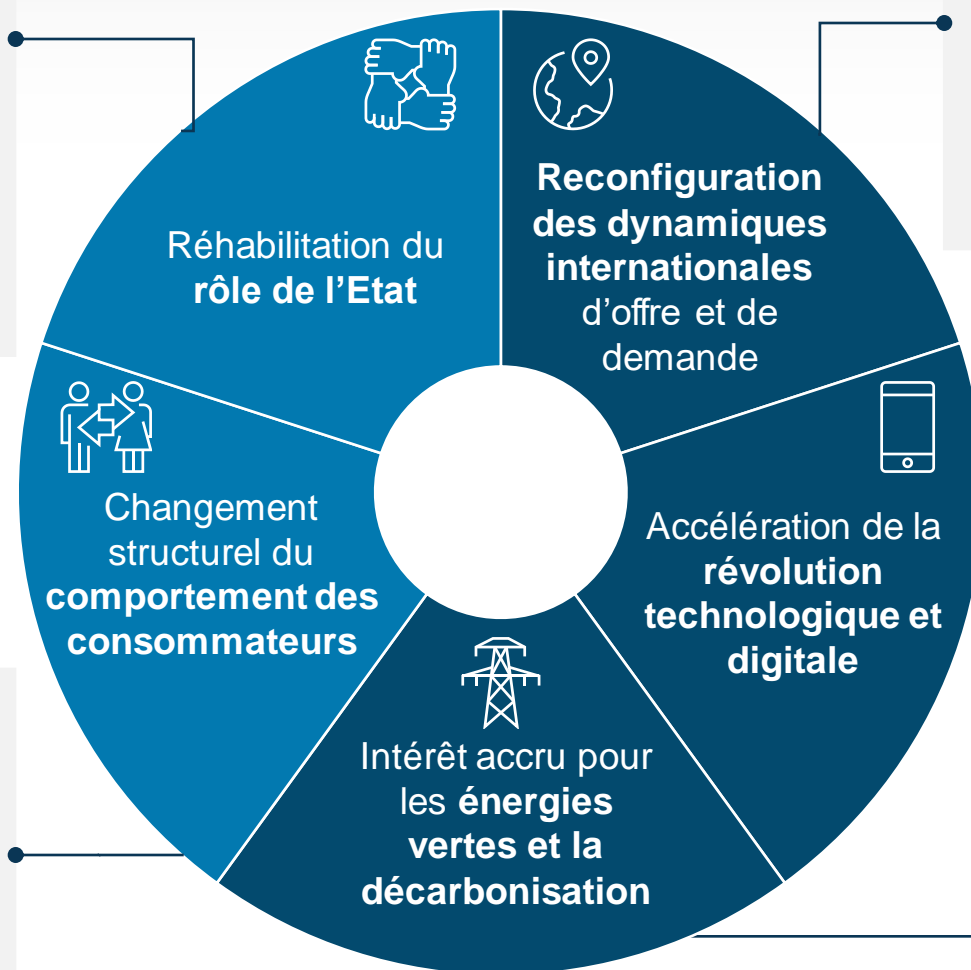
# 5 tendances économiques et sociales, accélérées, pour certaines par la crise du COVID-19

**Retour de l'Etat comme agent économique** important avec des rôles de planificateur, investisseur, assureur et/ou prêteur pour la gestion de l'après-COVID (par ex. plan de relance de 500 milliards d'euros à l'étude en Europe).

Augmentation des attentes du citoyen quant à la **provision de biens publics essentiels** par l'Etat, en particulier en termes de **santé, d'éducation et de protection/inclusion sociale**, dans un contexte de creusement des inégalités (classes moyennes retombant dans la pauvreté).

**Réallocation durable des dépenses des ménages** en faveur des biens de première nécessité (hygiène, santé, sécurité, éducation, alimentaire) au détriment des dépenses superflues ou discrétionnaires.

**Modification des modes de consommation** avec une accélération de l'adoption du commerce en ligne pour les achats de biens essentiels comme non-essentiels (par ex. sport, divertissement) et une préférence pour les filières de proximité.



**Baisse attendue de 13 à 30% des échanges de biens au niveau mondial en 2020**, en faveur d'un raccourcissement des chaînes d'approvisionnement et d'une **reconfiguration des chaînes de valeur industrielles** (y.c. relocalisations) vers plus de résilience et de diversification.

**Renforcement au niveau mondial** de nouveaux secteurs stratégiques (par ex. matériel médical et paramédical, télécommunications, éducation en ligne, etc.).

Accélération spectaculaire de l'adoption technologique et digitale, **par les Etats** (services publics digitalisés en temps record), **les entreprises** (y.c. télétravail: 25% des salariés en télétravail en France; e-Commerce: +26% de CA pour Amazon au T1 2020) **et les citoyens** répondant aux nouvelles exigences de distanciation physique.

**Croissance de la demande en énergies vertes** tirée par la volonté de **décarbonisation des pays développés** (not. Europe) et renforcée par le constat des bénéfices des **baisses de pollution** enregistrées durant la période de confinement (25% de pollution en Chine sur le T1 2020).

**Volonté d'autonomisation énergétique et de mise à profit** de la relance pour réaliser la transition énergétique, malgré la baisse des prix pétroliers.



# De nombreux Etats engagés sur le long-terme auprès des citoyens et des entreprises, quel que soit le régime en place

## Redéfinition de l'Etat Providence



**Considération de nationalisation d'entreprises stratégiques** (par ex. compagnies aériennes, industrie automobile, énergie télécommunications) et **mise en place de plans massifs de sauvetage** « **quoi qu'il en coûte** » d'entreprises, avec des contreparties d'engagements sociaux et environnementaux.



**Soutien de la demande locale** via une rationalisation des impôts et une augmentation des aides sociales pour **maintenir le pouvoir d'achat des ménages**.



**Volonté de souveraineté économique accrue** en faveur d'une **relocalisation nationale** de la production pour le marché local, notamment de **produits stratégiques** (par ex. production pharmaceutique, automobile) et d'une politique de **substitution aux importations**.



Renouvellement du **pacte social** fondé sur la confiance adressant les **enjeux sociaux structurels** (santé, éducation, protection sociale), dans un contexte de creusement des inégalités.



Dépassant les **2.200 milliards de \$**, le plan de relance approuvé par le Congrès atteint un niveau jamais égalé  
– **Donald Trump, Président des Etats-Unis, 03/25/2020**



L'Allemagne prévoit un fonds de stabilisation de **100Mrd d'euros** pour des prêts ou des prises de participation dans les entreprises, et a fait des annonces de **plan de relance dont le total représente > 20% du PIB**

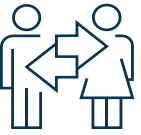


Si on dit aux constructeurs 'nous sommes prêts à vous aider' [...] la contrepartie, ce doit être : quelles **relocalisations** est-ce que vous envisagez ?

– **Bruno Lemaire, Ministre de l'Economie, 05/11/2020**



L'Espagne a été le premier gouvernement en Europe à avoir **annoncé la mise en place progressive d'un « revenu minimum vital »** pour toute famille gagnant mois de 450 euros



# Des modifications profondes attendues dans le comportement des consommateurs post-COVID



## -35%

De consommation en Europe durant la période de confinement, sans signe de reprise forte après celui-ci



## +1.300

Milliards d'Euros de surplus d'épargne estimée au T2 2020 par les ménages européens soit une hausse du taux d'épargne de 20pts



# 1

**Contraction de la dépense des ménages à court terme** et appétence pour l'épargne dans un contexte d'insécurité (baisse de revenus, choc psychologique) qui pourrait s'inscrire dans un temps plus long.

# 2

**Préférence pour la consommations de biens low-cost**, et report des dépenses tant que les niveaux d'incertitudes seront élevés (phénomène d'épargne de précaution, d'optimisation des dépenses)

# 3

**Priorisation des dépenses liées au besoins essentiels – alimentaire, santé, sécurité, éducation** – #1 dans les dépenses des consommateurs (vs #3 ou #4 position avant crise), au détriment de biens discrétionnaires.

# 4

**Accélération de l'adoption du digital**, à la fois pour les biens essentiels (par ex. éducation, courses alimentaires) mais aussi non-essentiels et pour le divertissement (par ex. sport en ligne)

# 5

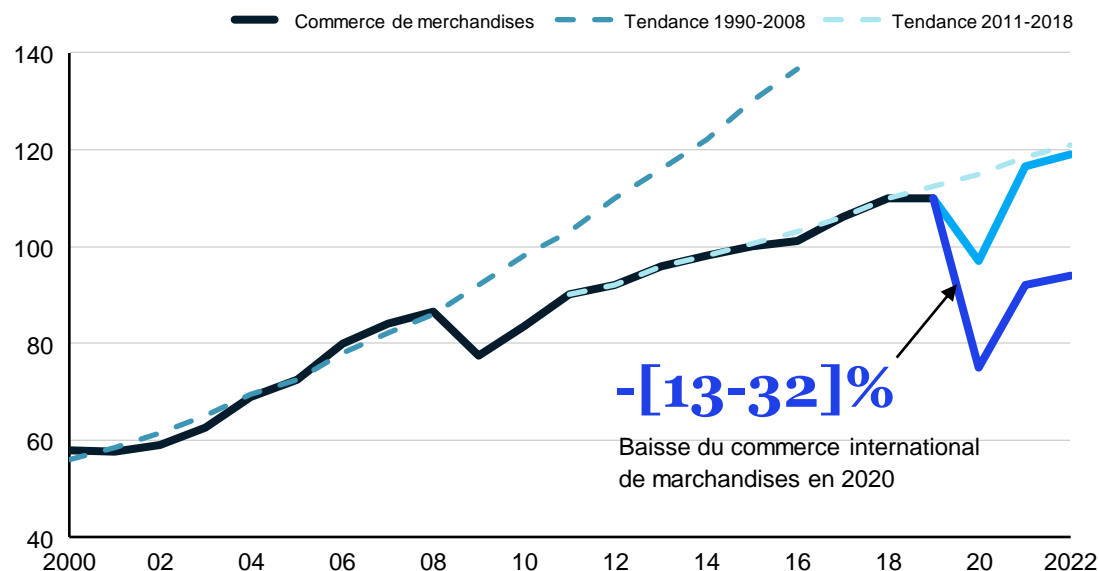
Choix de lieux physiques de consommation avec une plus grande **perception de sécurité et d'hygiène**, (p.ex. préférence pour les magasins de rue plutôt que les centres commerciaux, mise en valeur de la propreté/mesures d'hygiène mises en place, etc.).



# Ralentissement des échanges mondiaux pouvant être renforcé par la réorganisation des chaînes de valeur post-COVID

Volume du commerce international de marchandises, 2000-2022

Index, 2015 = 100







- Un scénario relativement optimiste, avec une forte baisse des échanges commerciaux suivie d'une reprise à partir du second semestre 2020.
- Un scénario plus pessimiste, avec un déclin initial plus marqué et une reprise plus longue et incomplète.

## Accélérateurs post COVID-19



### Exemples

#### Relocalisation

-  Mise en place de **subventions publiques** pour les entreprises japonaises présentes en Chine.
-  Appel à la **réduction de la dépendance à la Chine et à l'Inde** pour la production de médicaments.
-  Lancement d'un « **pacte de relocalisation** » pour l'industrie dans la région Grand Est et mise en place de subventions.
-  Plan d'investissement de plus d'\$1 Md pour **relocaliser la production de substances actives pharmaceutiques**.



#### Raccourcissement

-  Annonce du secteur des nouvelles technologies de **rapprocher les centres de production** des consommateurs, notamment en relocalisant en Amérique du Sud et au Mexique.
-  Appel à **repenser les chaînes d'approvisionnement** pour les recentrer sur l'Europe.



#### Diversification

-  Débat sur la **diversification de la chaîne d'approvisionnement dans l'industrie textile** dans le monde, notamment vers des pays d'Asie du Sud-Est (par ex. Vietnam)



# Accélération fulgurante des usages du digital pendant la crise, avec une croissance soutenue attendue post-crise

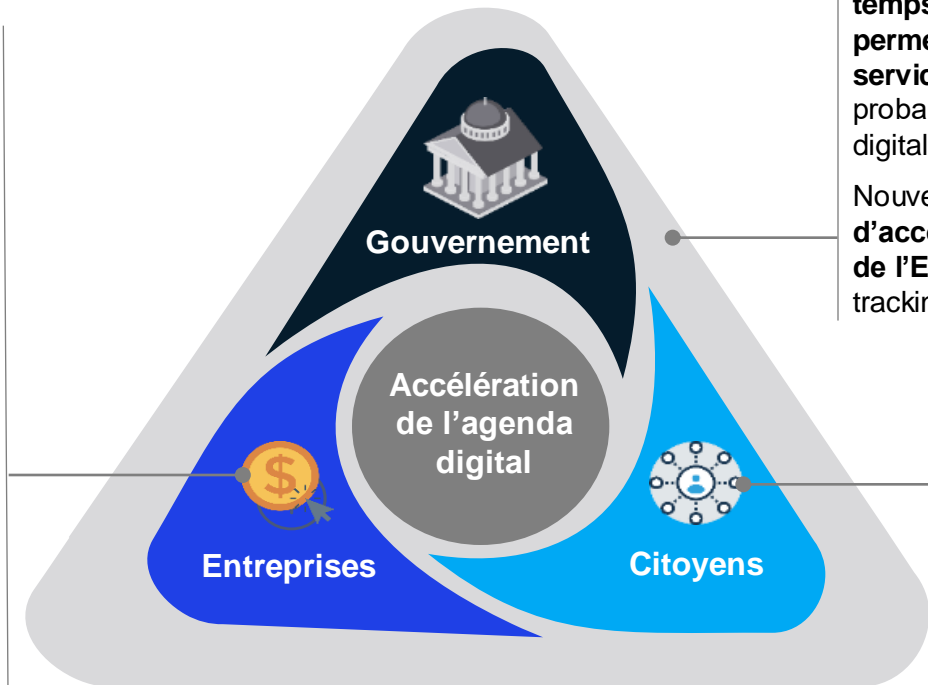


**Le digital permet de répondre à de nombreux enjeux liés au COVID-19, et son adoption devrait s'accélérer post Covid**

Utilisation du Digital pour la **réorganisation du travail** pendant la crise permettant de respecter la distanciation sociale (p.ex télétravail). Probable impact à long terme sur les pratiques de travail et de déplacement.

Boom d'un certain nombre **de sous secteurs dans le digital** (par ex. vente en ligne, plateformes visioconférences, etc.) avec une adoption probable sur le long terme.

**Paiement électronique** avec des expériences réussies et des craintes dépassées des usagers citoyens et entreprises.



Développement de plateformes numériques gouvernementales en temps record pendant la crise permettant une **continuité des services publics** avec des implications probables sur l'accélération de l'agenda digital des gouvernements post crise

Nouvelles technologies permettant **d'accompagner la gestion de crise de l'Etat** (par ex. application de back-tracking)

Usage massif des moyens de communication **compatibles avec la réduction des déplacements**

Ensemble de biens et services disponibles à travers les plateformes numériques **permettant une continuité de la vie sociale**

Adoption de **services sociaux digitalisés** (par ex.: école à distance, télé-médecine)



**X2** du cours de bourse



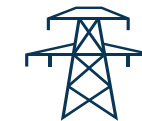
**+50%** du cours de bourse



**X2** nombre d'abonnés

**+24%** du cours de bourse

# Une transition énergétique déjà en marche, accélérée par la relance post-COVID par les gouvernements et le secteur privé



Nous allons apporter des milliards d'euros de soutien aux entreprises stratégiques mais cela ne sera **pas un chèque en blanc** [...] Il faut que ces grandes **entreprises industrielles s'engagent** totalement pour une **économie décarbonée**, cela vaut notamment pour le **secteur des transports** et en particulier le **transport aérien**

- **Bruno Lemaire, Ministre de l'Economie Française, 17/04/2020**



Nous gardons nos ambitions collectives en matière de transition écologique.  
Trois propositions pour accélérer la transition:

1. **Soutien renforcé** aux secteurs qui contribuent à la préservation de l'environnement
2. Rendre nos **outils industriels plus résilients**, les **décarboner** et **réduire notre empreinte carbone**
3. **Démultiplier les efforts de recherche** et d'industrialisation de solutions d'avenir

- **Tribune signée par 90 dirigeants de groupes dont Airbus, LVMH, BNP Paribas ou Air France-KLM, 03/03/2020**



Le **green deal est la bonne réponse à la crise** [...] Mener le green deal, c'est investir dans la **résilience** de l'Union européenne

- **Ursula Von Der Leyen, Présidente de la Commission Européenne, 23/04/2020**



Nous devons donc **tenir nos ambitions** pour réduire les risques et les coûts de l'inaction dans les domaines du changement climatique et de la perte de biodiversité

- **Tribune signées par 17 ministres européens de l'Ecologie, 09/04/2020**

## 3 facteurs en faveur d'une transition énergétique post-COVID 19



### Meilleure appréciation des enjeux climatiques

- Prise en compte de l'**ampleur de l'activité humaine** sur la nature
- Plus grande appréciation de l'**expertise scientifique**



### Nouveaux modes de production diminuant l'empreinte carbone

- Généralisation du **télétravail** et réduction des **déplacements**
- **Raccourcissement des chaînes de valeur** mondiales et **relocations**
- **Décarbonisation de la chaîne de valeur**



### Importance accrue donnée au concept de résilience

- **Prise en compte des risques sanitaires et écologiques** dans la valeur des biens
- Mise en place plus systématique de **politiques de résilience** compte tenu des coûts de gestion de crise
- Volonté de mettre en place une **autonomie énergétique** fondée sur des **sources d'énergies alternatives**

# Agenda

---

Contexte et objectifs

---

Grandes tendances structurelles liées à la crise

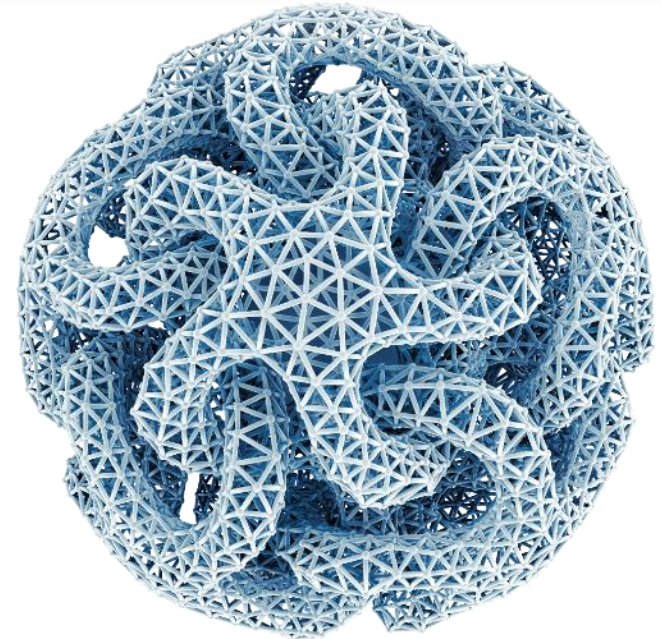
---

**Risques et Opportunités pour le Maroc**

---

Priorités pour le Maroc à 3-5 ans

---







# Des risques importants à moyen terme, mais également de nombreuses opportunités pour le pays

Résolution

Résilience

Relance

Réimagination

## Des challenges socio-économiques structurels impliqués par la crise du COVID...

Une **récession économique attendue** de 4 à 10% pour la seule année 2020 avec des impacts significatifs à moyen terme sur les comptes publics (dette publique, recettes fiscales, budget de relance, etc.), le secteur bancaire et la survie des entreprises fragiles.

Un risque particulièrement important sur les **secteurs exportateurs durement impactés** par la crise sur le moyen-long terme (tourisme, aéronautique, automobile, etc.).

**Un risque social avec un niveau de chômage attendu post-COVID** de +1 à 2 millions de personnes en particulier de jeunes, pouvant entraîner un défi social majeur.

**Des risques moyen terme sur la Santé et l'Éducation** de la population: aggravation des maladies non soignées pendant le confinement, méfiance durable, trauma post-COVID; risque de décrochage scolaire dans le temps pour de 2 millions d'écoliers.

Risque de **ralentissement des investissements dans l'Énergie verte** au profit des politiques de sauvetage économique.

## ... Au-delà de la relance immédiate, des opportunités à saisir pour réinventer le modèle de développement du Maroc

Une opportunité de **refonte du modèle économique du Maroc en capitalisant sur l'élan d'unité nationale actuel** (gestion efficace de la crise, solidarité financière publique et privée, exemplarité sur la production de masques)

Des opportunités de profiter de la **reconfiguration des chaînes de valeur européennes vers plus de « nearshoring » et de résilience** pour se **positionner comme un partenaire privilégié** (not. sur des segments à plus forte VA comme la R&D), sur la base d'une proximité géopolitique accrue et des garanties d'approvisionnement.

Opportunité unique **d'accélérer le programme de transformation digitale du pays** avec des usages ayant significativement augmenté pendant la crise (par ex. téléconsultations, éducation à distance, services publics digitalisés, etc.)





Opportunité de renforcer et d'améliorer les **systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale** pour tous les marocains avec une accélération de l'investissement dans les secteurs sociaux.

Opportunité de **consolider l'autonomie énergétique et la position de leader régional** grâce aux énergies renouvelables en incitant et en accélérant leur usage (industries décarbonées à l'export, citoyens, etc.).

# Une importante récession économique attendue sur les prochaines années exigeant la mise en place d'une dynamique de relance sans précédent

Hors interventions supplémentaires de l'Etat

## Principaux indicateurs macroéconomiques sans intervention de l'Etat

Indicateurs	2019	Impact 2020	Impact 2021
<b>PIB<sup>1</sup></b> Total par an, Md MAD, impact yoy 	1.012	Récession de <b>-4% à -10%</b>	Croissance de <b>+0% à +6%</b>
<b>Balance commerciale</b> Total par an, Md MAD, impact yoy 	-105	Détérioration de <b>11% à 12%</b>	Détérioration de <b>8% à 16%<sup>1</sup></b>
<b>Compte courant</b> Total par an Md MAD, impact yoy 	-40	Détérioration de <b>6% à 7%</b>	Détérioration de <b>4% à 10%<sup>1</sup></b>
<b>Budget Public</b> Total par an Md MAD, impact yoy 	-42	Détérioration de <b>6% à 7%</b>	Détérioration de <b>5% à 8%<sup>1</sup></b>

« Nous avons non seulement arrêté les chantiers mais aussi reçu plusieurs annulations. La baisse enregistrée va certainement se prolonger bien au-delà ! Quel promoteur se risquerait à investir dans le climat incertain actuel ? Et quel citoyen penserait à investir dans un appartement actuellement ? »

Acteur marocain du BTP – Avril 2020

« Quand bien-même nous résorbions nos problèmes de trésorerie et réussissions à relancer nos productions, nous ne nous attendons pas à ce que les ménages marocains dépensent comme avant. Tout le monde sera désormais plus prudent et choisira des biens moins chers, nous serons exposés à la concurrence de produits importés à bas coûts »

Acteur marocain du linge de maison à destination locale – Avril 2020

### Opportunité unique pour impulser au niveau de l'Etat une nouvelle dynamique de relance :

- Programme d'investissement **ambitieux et productif** orienté vers les secteurs prioritaires (secteurs sociaux, énergies renouvelables, industries compétitives, etc.), en utilisant le **levier public** mais aussi en stimulant l'investissement **privé**, notamment marocain.
- **Substitution aux importations** à l'appui de filières locales préexistantes et de nouvelles filières stratégiques.
- **Soutien de la demande** locale à travers du support financier direct ou indirect.
- **Soutien spécifique et équilibré** entre les territoires

1. Selon l'hypothèse de remontée du baril à 65\$ dès 2021

# Des secteurs exportateurs particulièrement touchés par la crise mais devant anticiper les opportunités de long terme – exemples Auto et Aéro

*Des tendances mondiales accélérées par la crise du COVID sur nos secteurs exportateurs ....*

**Baisse de la demande automobile avec quelques opportunités créées**

**Stagnation attendue à ~100 millions véhicules** produits par an, -40 à 70% de commandes d'avions en 2020-2021

**Quelques opportunités:** par ex. filière de démantèlement/ reconditionnement d'avion en raison de la mise au sol définitive de 30% des appareils

**Tendance à la relocalisation de productions post COVID-19 mais risque de compétition avec d'autres pays limitrophes voire intra-Europe**

**Relocalisation annoncée des chaînes de valeur** compte tenu des de la de la surcapacité industrielle et des soutiens nationaux et européens importants annoncés pour maintenir l'emploi.

**Cependant compétition attendue** avec d'autres pays positionnés pour récupérer ces marchés (Turquie, Europe centrale) voire conditionnement de ces aides à la préservation des emplois en local (par ex. France ou a minima Europe)



*.... Et des opportunités de montée en gamme et de repositionnement sur ces secteurs à moyen/long terme*



**Montée en gamme dans la production (4.0) et positionnement sur les métiers de R&D, Services pouvant être délocalisés en raison de la pression encore accrue sur les coûts des fournisseurs Tier 1 et 2**



**Emergence d'acteurs automobiles chinois résilients et compétitifs recherchant une base pour servir la région**



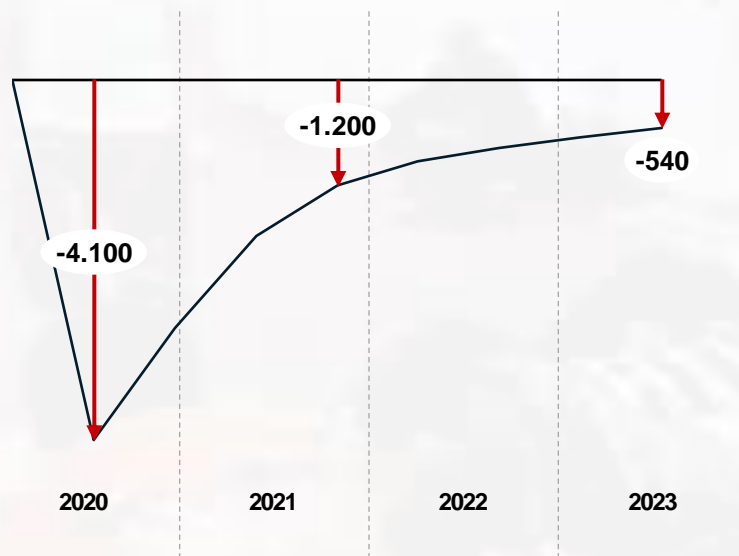
**Demande plus résiliente durant la crise pour les véhicules à faibles émissions CO2 devant se maintenir compte tenu des engagements environnementaux de l'Europe**

# Un défi social avec un chômage supplémentaire de 1 à 2 millions de personnes mais également un opportunité de construire un nouveau contrat social

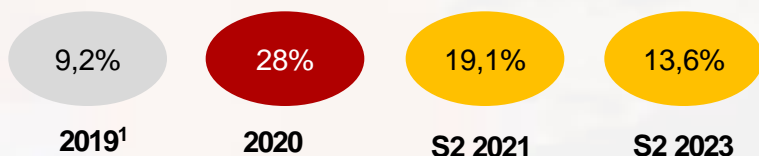
## Impact social sans mesures de l'Etat

Chômeurs additionnels (incl. secteur informel), en milliers

Scenarior de base



Taux de chômage, %



**A court terme**, l'impact de la crise se traduit par **des pertes d'emploi très importantes**, lié aux mesures de confinement: 4 à 4,5 millions de personnes impactées, en particulier dans le secteur informel du commerce, des transports et de l'industrie.

**A moyen-long terme**, l'impact social lié à la baisse de l'activité économique pourra engendrer un **chômage supplémentaire de 1 à 2 millions de personnes** à fin 2021, en plus des jeunes NEET (4 millions) et des chômeurs comptabilisés au HCP (1 million).

Les **dispositifs de chômage partiel** via la CNSS et **d'aides sociales** avec le Ramed et Tadamon, permettent de soutenir **ponctuellement** les ménages touchés par la crise.

Cependant, un **défi social à moyen terme** est inévitable avec le ralentissement de l'activité et la baisse du pouvoir d'achat notamment dans les zones urbaines défavorisées avec une prédominance de l'informel.

## Opportunité de construire un nouveau contrat social

Construction un **dispositif d'aides sociales efficient et soutenable** pour les populations les plus défavorisées à moyen et long terme dans un esprit de solidarité et de confiance (accès et ciblage amélioré grâce aux données collectées pendant la crise, contrôle à postériori, capitalisation sur le projet RSU)

**Inclusion financière** des populations à travers les versements des aides sociales sur des comptes bancaires ou wallet en priorité; incitations à « **formalisation** » des emplois à travers des dispositifs ciblés par secteur

Refonte du **système de protection sociale**, afin de construire un dispositif complet et inclusif garanti pour chaque citoyen dans l'ensemble des territoires



1. Chômage de 1,1 millions de personnes en 2019 rapporté à une population active de 12,1 millions de personnes

# Risques de détérioration de la Santé et de l'Education post-COVID à court terme mais une opportunité de mise en place de « plans Marshall » dans ces secteurs

**Le confinement présente de nombreux risques en termes de santé et d'éducation...**



**Arrêt quasi-total des dépistages**, consultations et vaccinations pouvant donner lieu à une dégradation indirecte de la santé nationale



**36.000 d'opérations chirurgicales reportées**, y.c. en oncologie (8% des opérations annulées dans le monde) ce qui pourrait diminuer la survie à 6 mois de ~30% des patients



Risque de **résurgence de maladies mentales** liées aux mesures de restriction ainsi qu'à la crise économique



**Pertes d'apprentissage importantes** dues à la discontinuité pédagogique et aux effets psychologiques du confinement, impliquant une adaptation nécessaire des curriculums pour la promotion 2020-2021



Risque de décrochage scolaire potentiel pour plus de **20% des élèves**, soit ~1,2 millions d'enfants



Problématique de maintien de la méritocratie du système avec le **bousculement des examens pour 2 millions d'élèves** dans les niveaux décisifs



**... Mais aussi une opportunité mettre en place un « plan Marshall »**

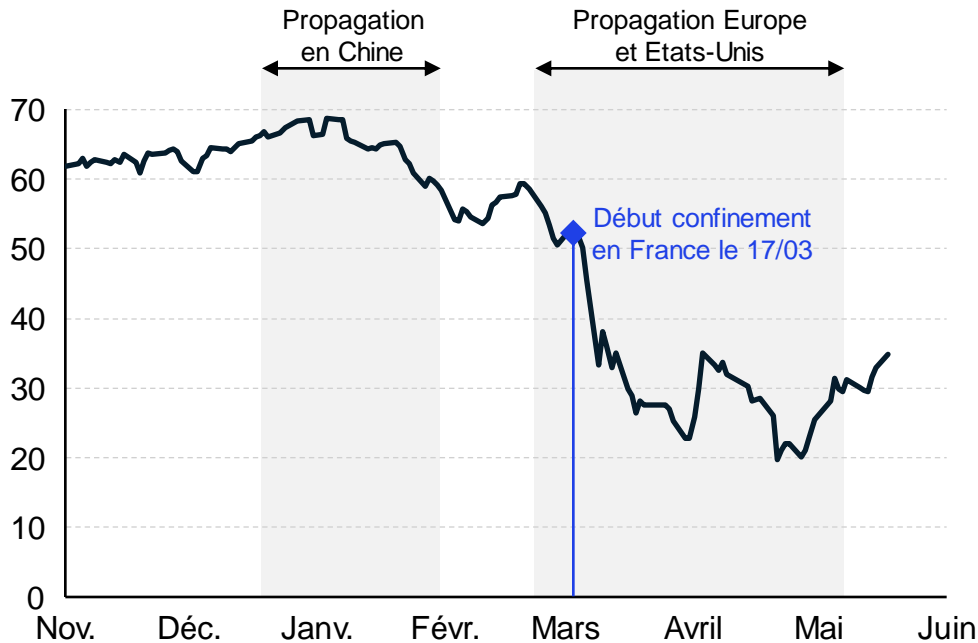
Capitaliser sur les acquis de la période COVID **dans la Santé et dans l'Education** pour réinventer le modèle social :

- Profiter des moyens importants mis à disposition de la santé pour construire un **système de Santé de qualité, résilient, et doté des meilleures ressources humaines** (en nombre suffisant, et en valorisant leurs positions/ statut social) et en s'appuyant sur les capacités d'adaptation et d'adoption au changement démontrées pendant la crise (par ex. télémédecine)
- Accélérer les **réformes de l'Education Nationale de l'école de qualité garantissant l'équité** en capitalisant sur les contenus et plateformes digitales développés en temps record pendant la crise (6 Mn de comptes créés malgré une faible pénétration)

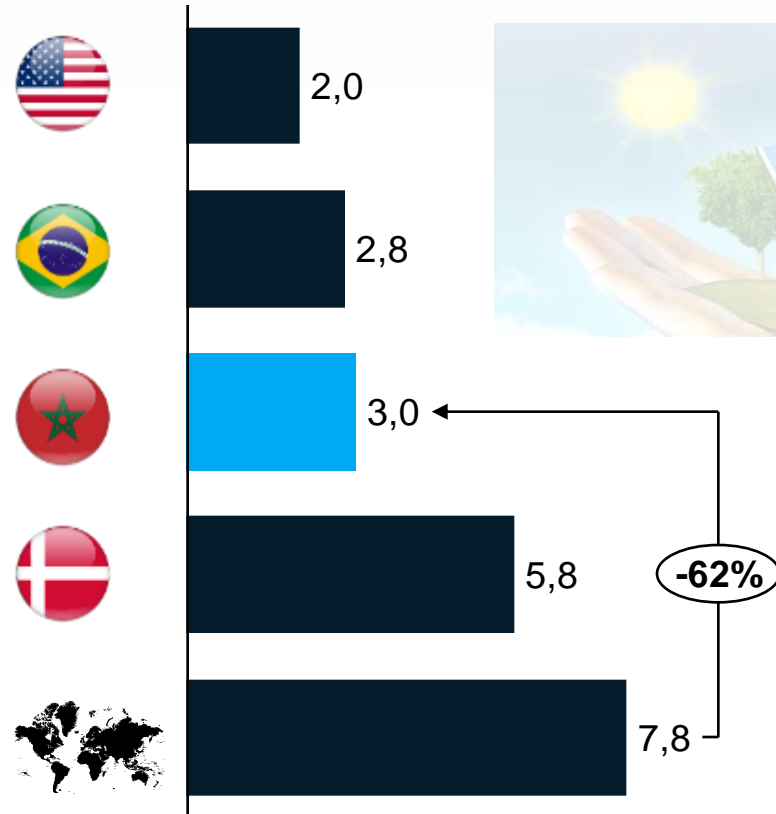
# Malgré la chute des prix du pétrole pendant la crise, une opportunité d'accélérer la transition énergétique



**Cours mondiaux du pétrole Brent,**  
Baril en \$



**Prix de l'énergie verte,**  
100 US\$/kwh, 2018



## Opportunités

Accélération de l'agenda d'autonomie énergétique du pays dans les prochaines années

Position compétitive en terme de couts au KW

Opportunités sur des nouvelles industries exportatrices de produits « décarbonés » vers l'Europe

A moyen-long terme, possibilité de positionner le **Maroc** comme powerhouse d'hydrogène pour l'Europe

1. Coût par kWh (moyenne de 5 sites de production d'énergie éolienne)

# Agenda

Contexte et objectifs

---

Grandes tendances structurelles liées à la crise

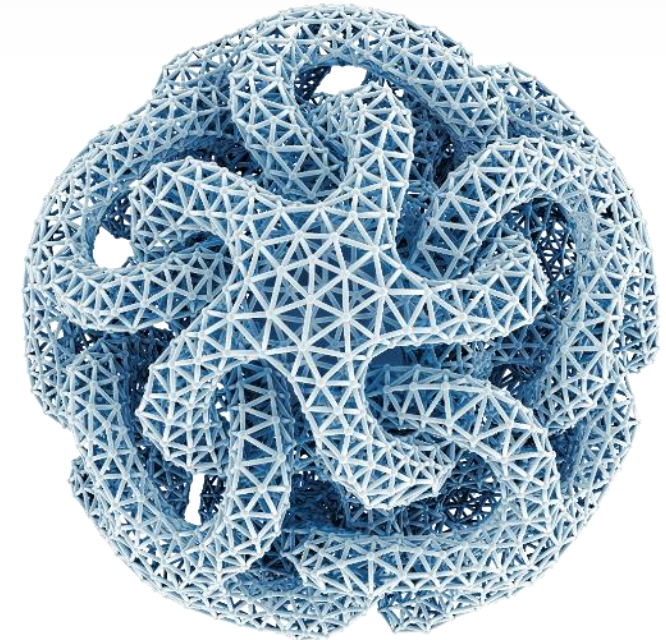
---

Risques et Opportunités pour le Maroc

---

**Priorités pour le Maroc à 3-5 ans**

---



# Perspective sur les priorités pour le Maroc post-COVID

*Construire un Maroc social et inclusif, reposant sur une économie en croissance durable et créatrice de richesses pour tous*

## Un « Maroc social » : Santé, Education et Inclusion

**Système de soin** de qualité et accessible à tous

**Ecole de qualité** garantissant l'égalité des chances

**Inclusion des plus vulnérables** dans la société et la croissance

## « Maroc créateur de richesse » au niveau local et régional

**Développement des filières** au service de la demande locale

**Moteurs d'exports** intégrés régionalement sur les nouvelles chaînes

**Secteur financier** au service d'une économie locale, nationales et régionale

## Un « Maroc digital » - transformation technologique

Transformation digitale de **l'Administration** au service des citoyens et investisseurs

Ecosystème technologique et **digitalisation de l'économie**

**Société digitale** inclusive

## Un « Maroc durable » - autonomie énergétique et alimentaire

Leadership régional en termes **d'énergies renouvelables**

**Agriculture durable** et **gestion optimisée de l'eau**

Ancrage de l'économie dans le **développement durable**



Accélération du programme d'investissement public et privé (climat des affaires)



Capital Humain renforcé sur les secteurs porteurs (formation des jeunes)



Adaptation et Simplification réglementaire



Restauration de la confiance et promotion de la culture nationale





# Un « Maroc social » : Santé, Education et Inclusion



## Système de Santé

*Système de soin de qualité, accessible à tous et tirant profit de la crise Covid19 – 5 priorités :*

1. Développer, former et valoriser le **personnel de soin à l'échelle nationale** (revue des systèmes de formation, de développement des médecins et personnel de soin, de la recherche, etc.)
2. Accélérer l'utilisation des **nouvelles technologies - télémédecine**, notamment dans les zones reculées, en investissant dans les équipements et en formant et élargissant les prérogatives du personnel médical/paramédical
3. Garantir l'**accès à des infrastructures régionales de qualité** en investissant dans les CHU régionaux et en développant des outils de suivi de la qualité
4. Définir des **plans de santé nationaux** et accroître les protocoles de **prévention primaire et secondaire**
5. Elargir la **couverture maladie** à 90% de la population en garantissant un système rentable en **élargissant l'assiette fiscale** (par ex. TVA sociale)£



## Education

*Ecole de qualité garantissant l'équité et l'égalité des chances – 6 priorités :*

1. Développer, former et valoriser le **personnel de l'éducation** (revue des systèmes de formation, de développement des enseignants et directeurs d'établissement)
2. Généraliser l'accès à un **préscolaire de qualité** en capitalisant sur les programmes en cours de normalisation et de formation des éducateurs
3. Développer de **l'Ecole Digitale Marocaine** en tirant profit de la crise Covid 19 (production et structuration du contenu numérique, plateformes digitales, etc.)
4. Lancer le programme de **Pactes d'excellence** avec les établissements **primaires et secondaires**
5. Redynamiser **l'enseignement supérieur** en maximisant l'investissement dans la **recherche** sur des sujets en lien avec les priorités/besoins du pays.
6. Accélération du programme national de **formation professionnelle avec une approche innovante** de partenariats avec l'écosystème privé (formation et employeurs)



## Aides sociales et inclusion

*Développement inclusif en faveur des populations vulnérables – 3 priorités :*

1. Construire un dispositif **d'aides sociales convergent et ciblé** en capitalisant sur les mécanismes COVID, RSU, RAMED, etc. Nouvelles opportunités post crise de mettre en place un programme efficace et solidaire sur le long terme, notamment en utilisant les **technologies** liées à la data.
2. Développer **l'inclusion financière** avec l'accélération du chantier **Mobile Money** (par ex. versement des aides, écosystèmes FinTech, réglementation assouplie)
3. Accélérer la « **formalisation** » du **secteur informel** avec des dispositifs incitatifs : simplification des démarches administratives, fiscalité progressive, nouveau cadre de contrôle, etc. Estimation de 4,5 millions d'emplois dans l'informel.

# Un « Maroc créateur de richesses » au niveau local et régional

## Développement d'une économie à vocation nationale capitalisant sur la demande locale et les ressources du pays



### Construction

Réorienter l'activité de la construction vers des objectifs sociaux et environnementaux de long terme



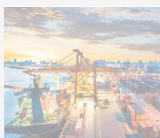
### Commerce & Distribution

Effectuer la transition vers le digital en maintenant et formalisant les commerces traditionnels



### Pharmaceutique

Rééquilibrer la balance commerciale et faciliter l'émergence de 'leaders régionaux'



### Transport & Logistique

Améliorer la fluidité des transports pour renforcer l'intégration des territoires et le rôle de hub régional du Maroc



### Télécom

Capitaliser sur la croissance du secteur pour approfondir l'offre de services et la qualité du réseau (investissement)



### Industries locales – yc. Agroalimentaire

Créer des écosystèmes intégrés au cœur des territoires basés sur les ressources locales

## Positionnement comme leader régional à l'export sur les chaînes de valeur courtes et réagencées



### Automobile 2.0

Passer la crise pour faire du Maroc la base arrière de production de voitures électriques pour l'Europe



### Aéronautique 2.0

Maintenir le tissu industriel aéronautique et le préparer aux nouvelles poches de croissance du secteur



### Tourisme

Repositionner le Maroc comme une destination exceptionnelle et renforcer le tourisme local



### Textile

Profiter des reconfigurations mondiales pour renforcer le secteur et favoriser sa diversification/ montée en gamme



### Offshoring 2.0

Accompagner la montée en compétences des métiers de l'offshoring au Maroc (export de services à Haute Valeur ajoutée)



### Mines (hors phosphate)

Redynamiser le secteur minier marocain en modernisant la réglementation et en améliorant l'accès à l'information

## Consolidation d'un secteur financier au service de la croissance des acteurs locaux, nationaux et régionaux



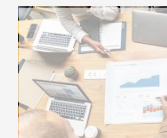
### Assurance

Diversifier le secteur de l'assurance et le projeter en Afrique.



### Banque

Elargir le marché bancaire national et accélérer sa digitalisation.



### Services financiers

Faire jouer aux services financiers un rôle de catalyseurs du développement yc. pour les petites structures et au niveau local

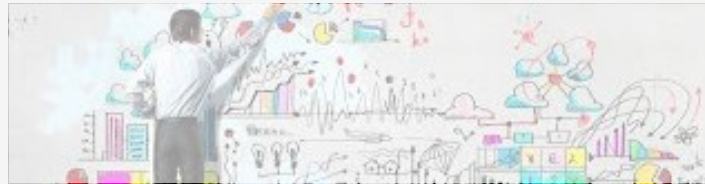
# Un « Maroc digital » accélérant sa transformation technologique



## Digitalisation de l'administration

**Généralisation des démarches administratives online – zéro papier, zéro déplacement pour les citoyens et entreprises. 3 priorités :**

1. Digitalisation complète des procédures et **parcours citoyens** en développant une **plateforme/application unique** de démarches administratives (cf. opérationnalisation de la loi 55.19)
2. Faciliter les démarches administratives pour les **entreprises en digitalisant le parcours investisseur et entreprise de bout en bout** (Capitalisation sur l'expérience CRI invest)
3. Mettre en place les **prérequis de la digitalisation de l'administration** : plateforme d'interopérabilité, signature électronique, paiement électronique, ID digital



## Economie digitale et écosystème de start-up

**Tissu d'entreprises technologiques et de start-up soutenant la croissance et l'attractivité du Maroc – 4 priorités :**

1. Positionner le Maroc en **hub digital** de l'Afrique avec notamment la création d'une **Digital City** avec statut spécial, infrastructures de pointe, écosystème riche et accès au financement privilégié, la mise en place d'un label **Moroccan Tech** et l'Attraction de **'pure players' digitaux**
2. Accélérer le développement du secteur technologique en créant un programme d'**Animation sectorielle**, en améliorant l'accès aux marchés publics pour les startups et mettant en place des **mesures fiscales et réglementaires** adaptées à ces écosystèmes
3. Soutien à 9 secteurs prioritaires pour la transformation digitale (cf. programme Maroc Digital)
4. Accélération de la transformation digitale des PME avec des incitatifs forts et un accompagnement sur le terrain



## Inclusion digitale

**Société digitale inclusive et équitable – 3 priorités :**

1. Réduire la **fracture digitale** en généralisant la couverture internet mobile et haut débit et en démocratisant l'accès aux équipements numériques (par ex. points d'accès numériques)
2. Inclure les **populations fragiles** en facilitant l'**accès à l'emploi digital** pour les citoyens handicapés, en créant des **FabLab** et en développant des **cours d'alphabétisation digitale**
3. Améliorer la **qualité de vie des citoyens** en créant des **application dédiées** pour les pop. prioritaires, en développant la **formation VR** et en créant une pipeline de **défis nationaux**
4. **Accélérer les programmes de télémédecine et d'Education à distance** notamment à destination des zones reculées

# Un « Maroc durable », autonome sur l'énergie et l'agriculture



## Energie

### *Devenir un leader régional en termes d'énergies renouvelables*

- Compléter la puissance installée en **Energies Renouvelables (ER)** en finalisant les GW solaires et éoliens prévus et stimuler la demande en activant les secteurs acceptant l'énergie intermittente ou en transformant l'électricité en mat. 1<sup>ère</sup>
- Réduire la dépendance au pétrole (par ex. mobilité électrique) et préparer le potentiel d'exportation de l'hydrogène vers l'Europe
- Mener à bien les **grands chantiers d'infrastructure** (hors ER): installation du réseau « Gas-to-Power » et structuration du marché électrique



## Agriculture

### *Promouvoir une agriculture durable et une gestion optimisée de l'eau*

- Redynamiser le **marché intérieur** en le modernisant et promouvoir les produits locaux à l'**export** via la création d'un label « Product of Morocco » et la **diversification de l'offre** en accord avec les besoins internationaux
- Accélérer la transformation agricole via des écosystème **AgriTech** (par ex. outils AA pour piloter les politiques agricoles et services) ainsi que la transformation digitale du secteur.
- Prendre le virage **biologique** en renforçant la formation et en développant la demande locale
- Anticiper le **stress hydrique** en renforçant le réseau de barrages et de réserves d'eau – mise en place d'une politique volontariste pour la gestion de l'eau



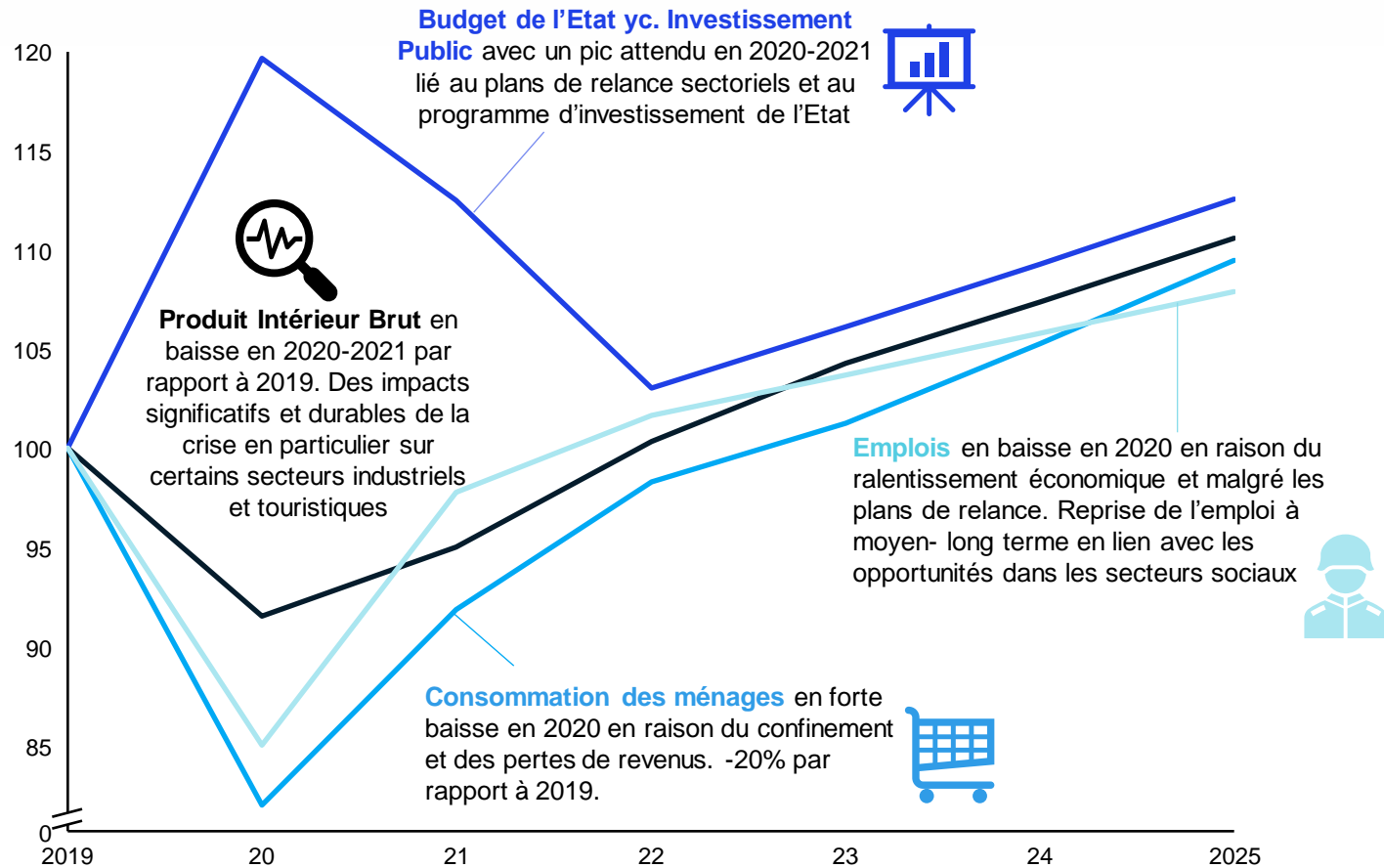
## Environnement & développement durable

### *Faire du Maroc un modèle de développement durable*

- Renforcer la **gouvernance du développement durable**, not. via l'exemplarité de l'Etat et en la dotant d'une **organisation claire, ainsi que de moyens législatifs, réglementaires et financiers**
- Mettre en place des **mécanismes de gestion active** de l'environnement et de la biodiversité à travers la finalisation de la réglementation et le renforcement des contrôles et la protection de zones naturelles
- **Formaliser la gestion des déchets** à travers le territoire en mettant en place le tri à la source, en formalisant le secteur des chiffonniers et en modernisant les décharges.

# Des indicateurs macroéconomiques tributaires de l'action et des choix de l'Etat à court et moyen terme

Estimation des principaux indicateurs macroéconomiques, Index 2019=100



## Phase de relance 2020-2021

Une phase de relance de l'économie à court terme critique afin de limiter les conséquences significatives de la pandémie et du confinement sur le tissu économique et social.

## Phase de croissance 2021-2025

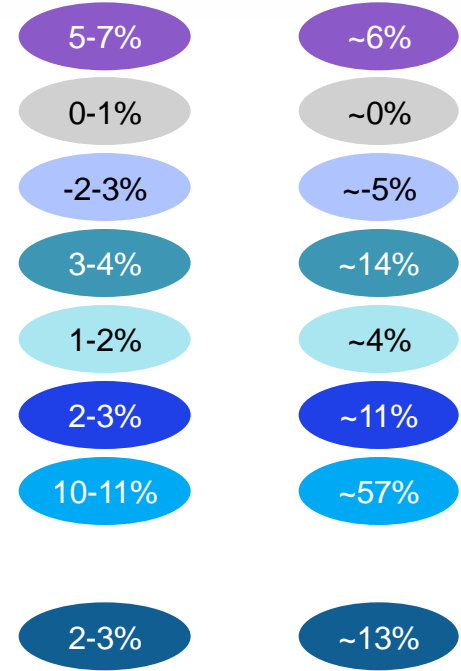
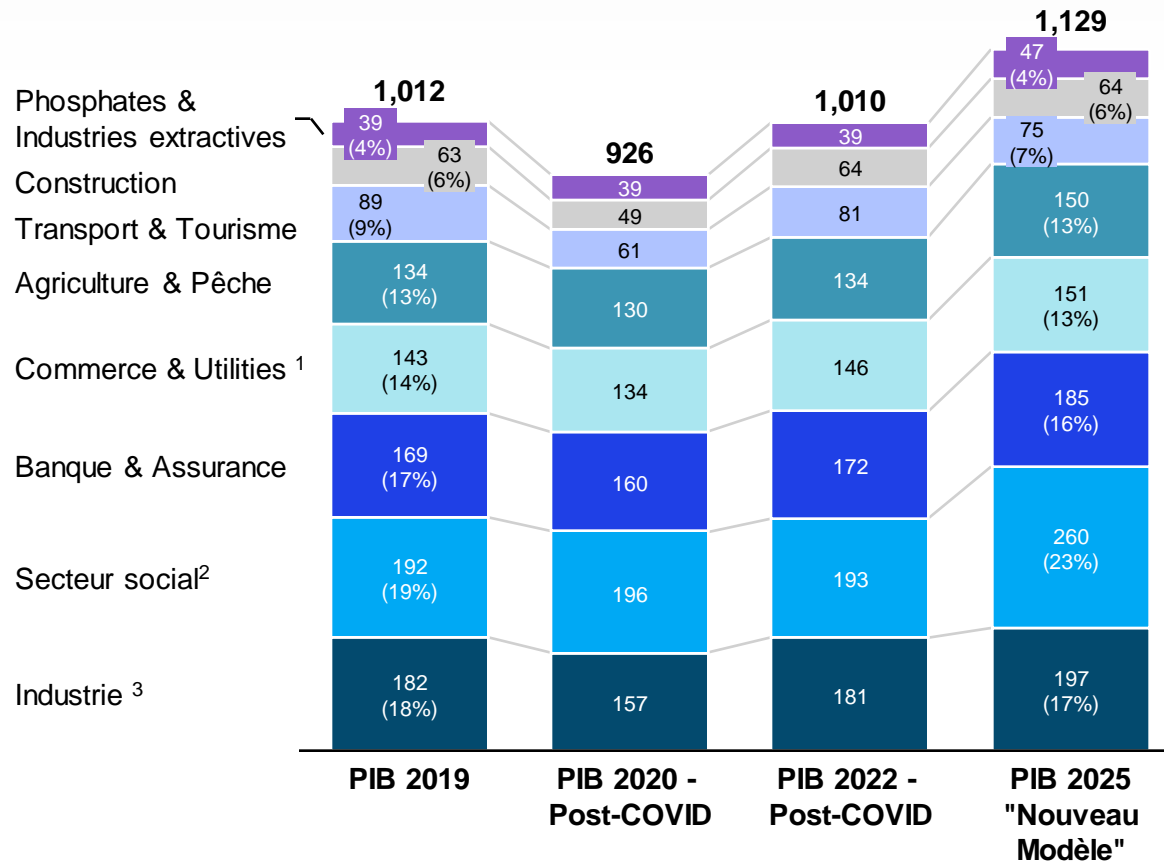
Une phase de croissance tributaire d'un plan massif de relance à court terme mais surtout d'une reconfiguration à moyen-long terme sur les nouvelles opportunités de développement et d'emploi dans le « next normal » : Secteurs sociaux, certaines industries locales, énergies vertes et digital

# Des paris permettant de renouer avec une croissance de ~2-3% p.a. en sortie de crise et une reconfiguration du PIB en faveur de nouveaux secteurs

Perspective sur le PIB par secteur à horizon 2025, en Mds MAD

CAGR 22-25, en %

Contribution à la croissance, en %



Reprise économique post covid tirée par :

- Les **investissements publics** dans en particulier dans la santé (+10% p.a.) et dans l'éducation (+6% p.a.)
- Les **industries locales** avec un potentiel de croissance de 8% p.a. à partir de 2022
- Le secteur primaire avec une croissance 4% p.a. de **l'agriculture** et de 6% p.a. pour les **industries extractives**

1. Commerce, Distribution, Télécoms & Energie

2. Santé, Education et Autres services publics

3. Automobile, Aéronautique, Textile, Agroalimentaire, Electronique, Chimie & Pharmaceutique, Matériaux de construction, Construction et Autres industries manufacturières

# Agenda

---

## Annexes : Zooms sectoriels

---

